

Mobiliser les financements pour le climat

Alain Grandjean

Associé fondateur de Carbone4

Co-président de la Commission présidentielle sur les financements pour le climat

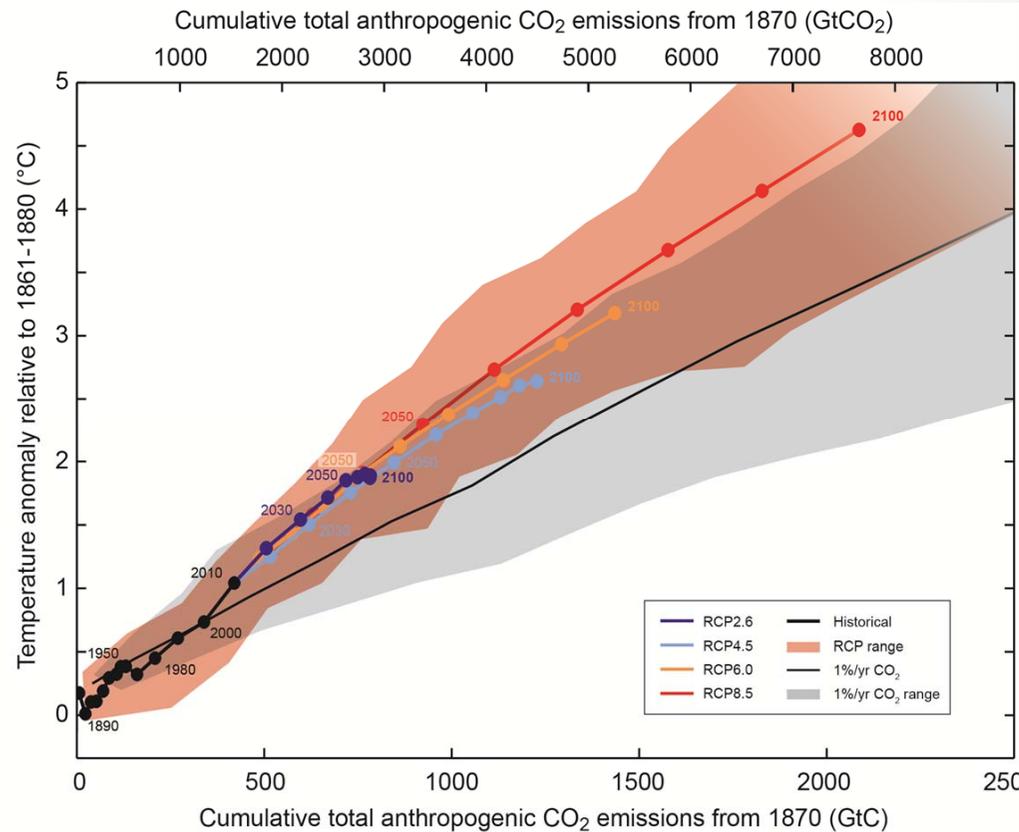
I. Le contexte

Le GIEC estime notre budget carbone de CO₂ mondial résiduel à environ 1000 GtCO₂ : soit moins de 20 ans au rythme actuel

- Pour contenir le réchauffement à 2°C par rapport à 1880, il ne faut pas émettre plus de :

Probabilité	Limite (GtC)	Limite CO ₂ seul (GtC)
>33%	1560	880
>50%	1210	840
>66%	1000	800

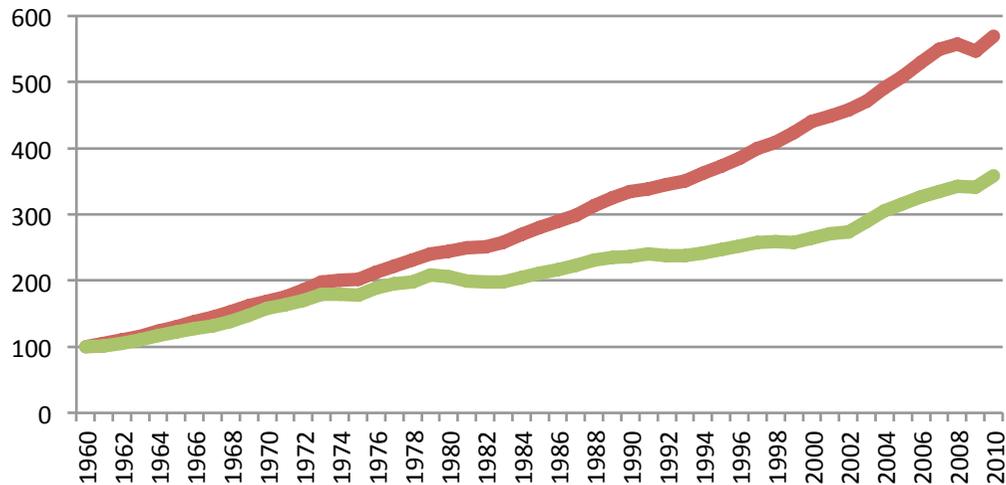
- En 2011, on a déjà émis 530 GtC (2000 GtCO₂)
- Il nous reste un budget carbone de 1000 GT CO₂
- Le relargage du permafrost peut modifier ces valeurs



Source : Summary for Policymakers, WGI, IPCC 2013

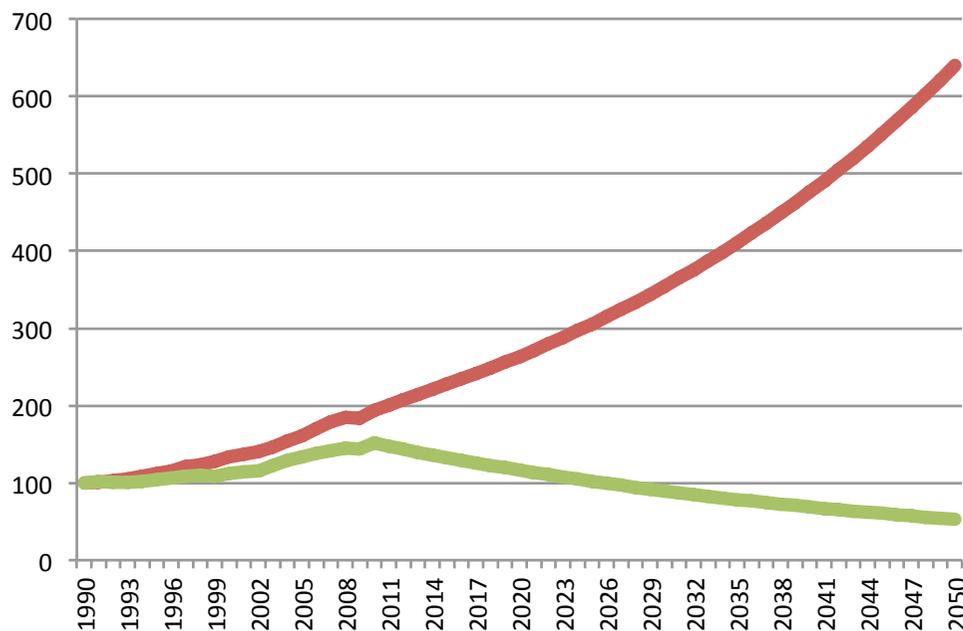
Rester sous les deux degrés suppose une transformation massive de nos économies.

Découplage CO₂/PIB : le plus dur reste à faire



De 1960 à 2000 :
1000 grCO₂/PIB à 500gr

— GDP (base 100 en 1960)
— CO2 emissions (base 100 en 1960)



De 2010 à 2050 :
400 grCO₂/PIB à 40gr?
(si croissance PIB de 3%...)

— GDP, PPP (constant 2011 international \$)
— CO2

Le défi central : un besoin massif d'investissements, notamment dans les infrastructures : 90 000 Tr\$ de 2015 à 2030 selon Nick Stern

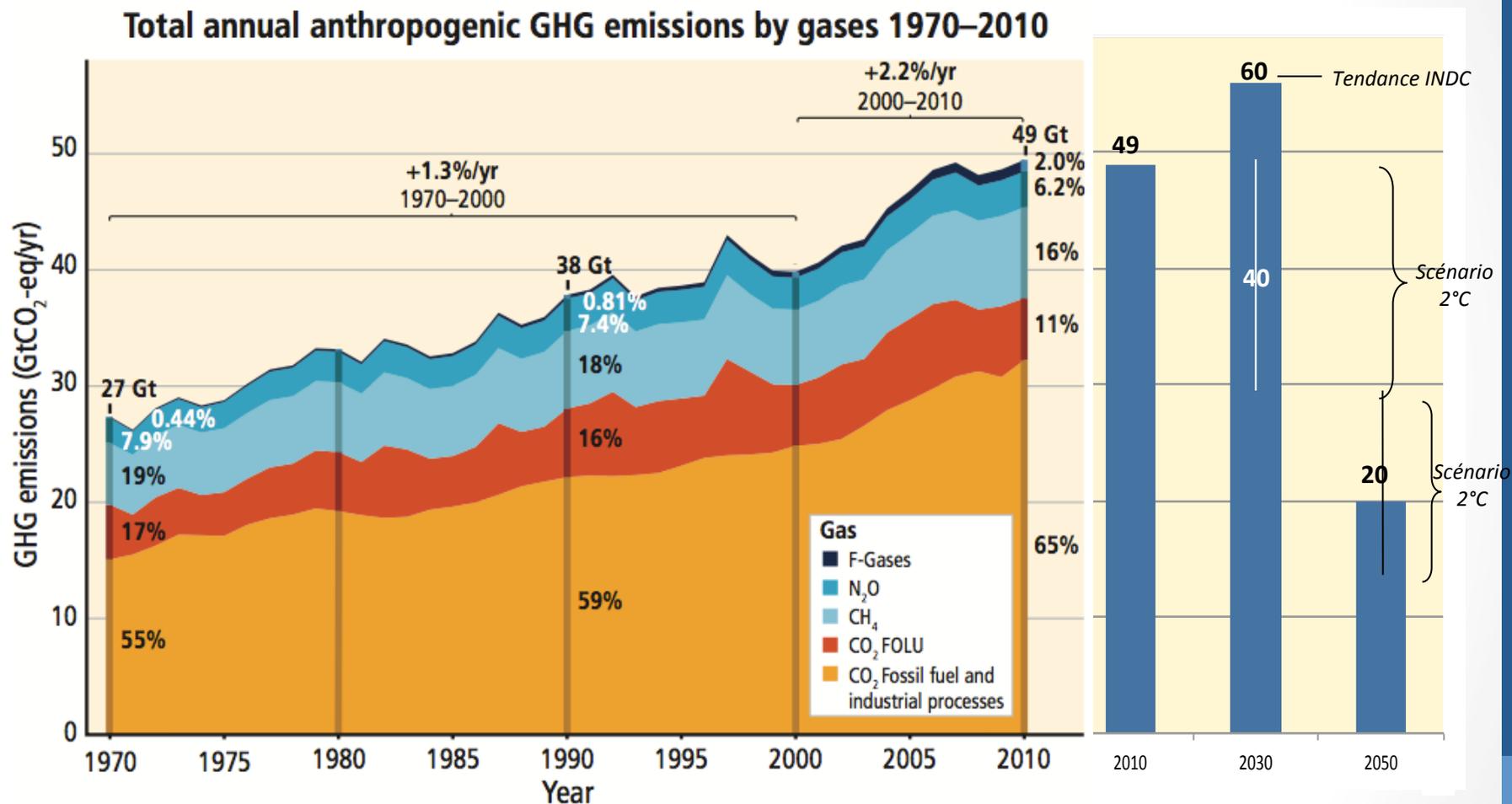
Transition à opérer maintenant

Modèle économique reposant sur l'utilisation croissante d'énergie, de ressources naturelles et hautement dérégulateur

Modèle économique économe en énergie et ressources naturelles et préservant ou restaurant la biodiversité

- **Plan d'investissement dans des projets de transition**
- **Autres mesures :**
 - **Gouvernance**
 - **Fiscalité**
 - **Régulation des marchés**
 - **Normes**
 - **Changement des comportements**

Tendance des émissions mondiales induite par les INDC à ce jour : au-delà de la fourchette permettant le scénario 2°C

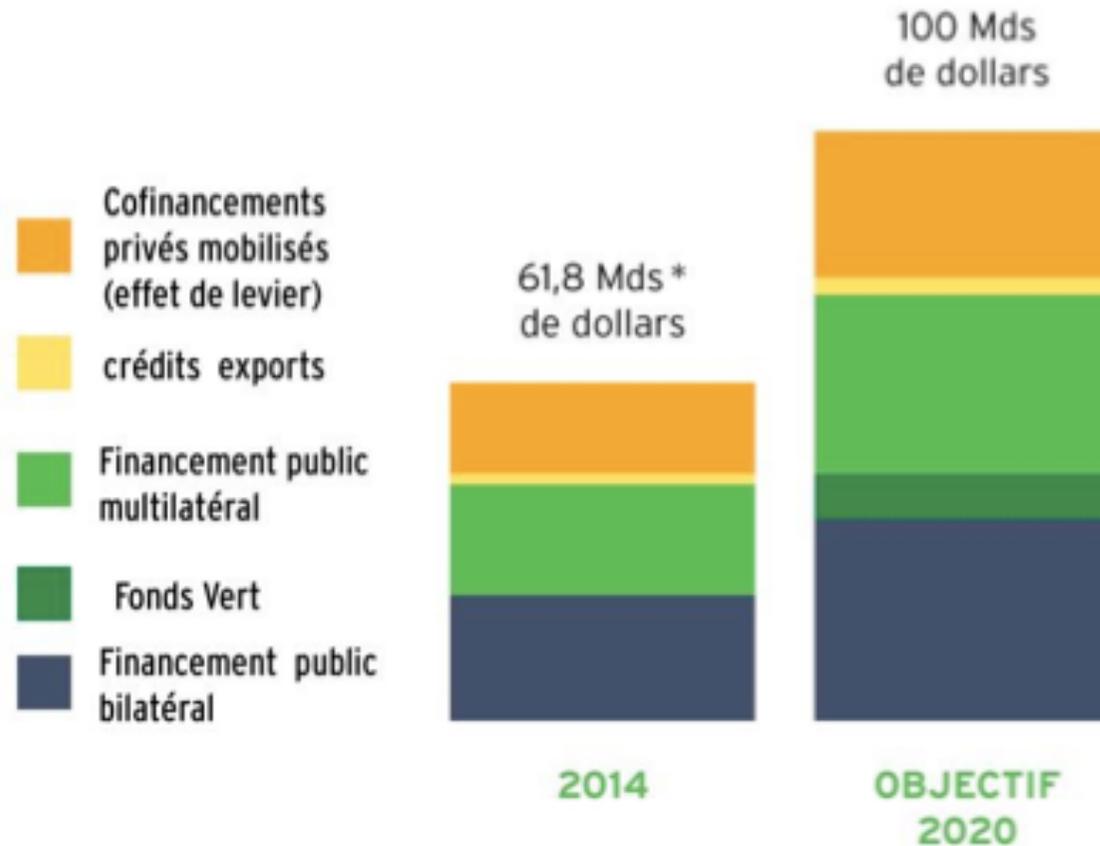


Sources :IPCC, 2014: Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change

Le paquet financier de l'Alliance Climat de Paris s'articule autour de 3 piliers



Les 100 milliards y seront très probablement



*Source : rapport OCDE/CPI du 7 octobre 2015

Sans doute encore une bataille sur la part dévolue à l'adaptation

La finance commence à percevoir les enjeux, par le prisme du risque

Mark Carney (président de la banque centrale et du conseil de stabilité financière) évoque :

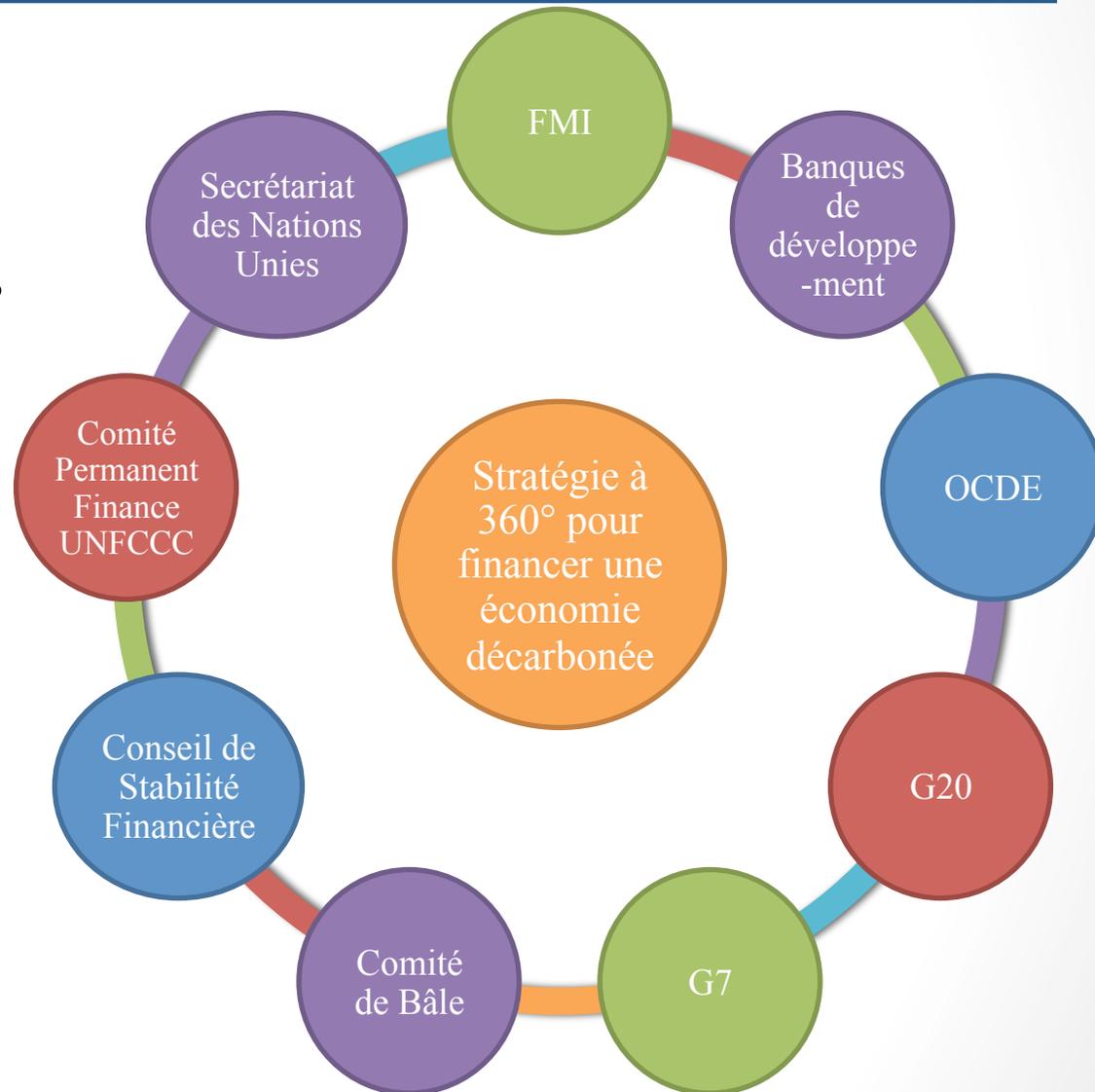
- les risques climatiques, liés aux conséquences humaines et matérielles du dérèglement climatique,
- les risques de responsabilité, engendrés par les demandes d'indemnisations des victimes
- les risques de transition ou « risques carbone », provenant d'une dévalorisation des actifs dépendant des énergies fossiles.
- La campagne « Désinvest » accroche bien : 2600 Milliards désinvestis

II. Quelle feuille de route pour le financement d'une économie décarbonée ?

1

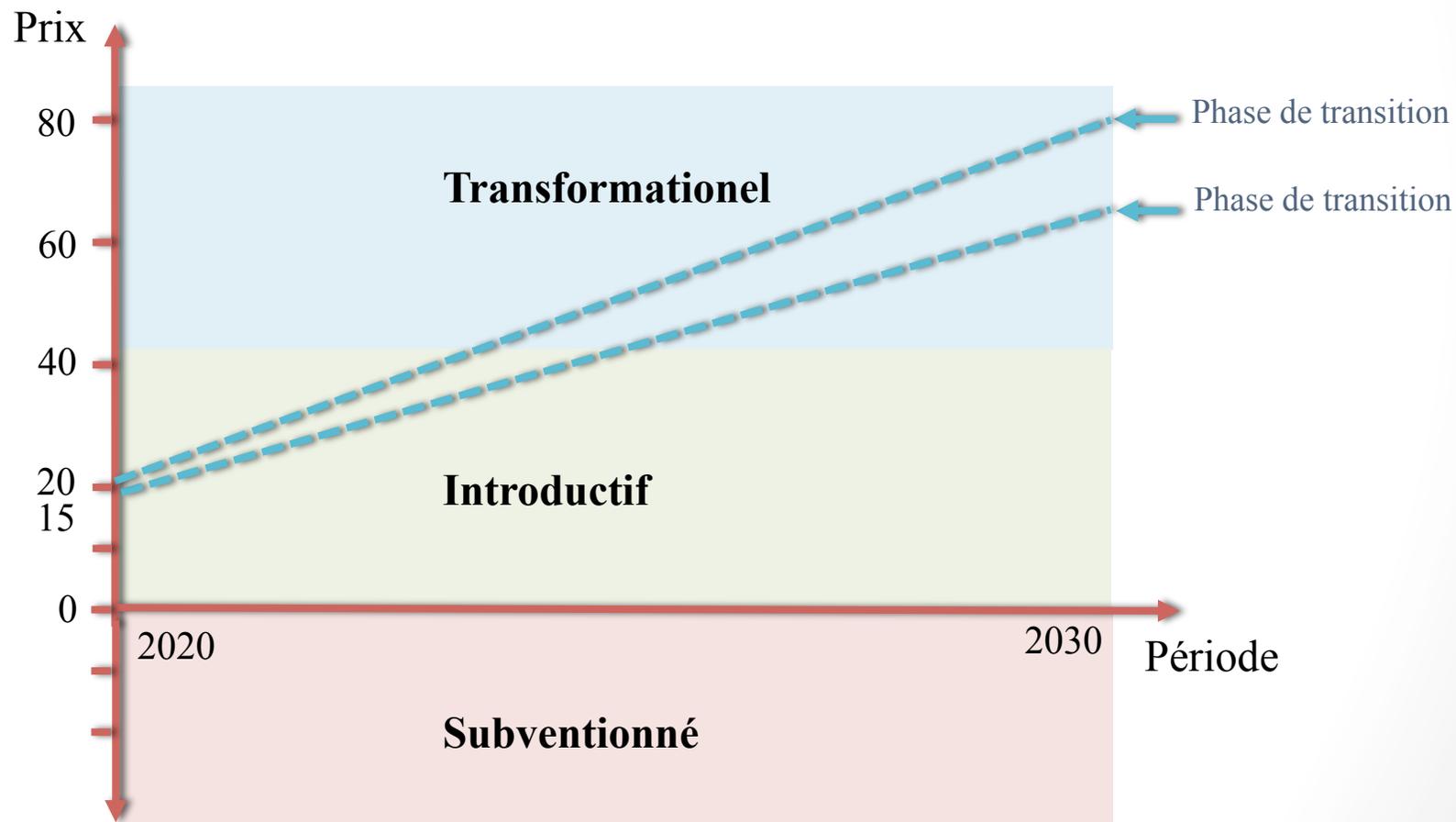
Une stratégie 360° pour financer une économie décarbonée pour intégrer climat au cœur des institutions

- ❖ Intégrer le climat dans le radar des principaux acteurs et institutions financiers
- ❖ Certains indicateurs clés à suivre :
 - ❖ Signal prix carbone
 - ❖ Part des investissements verts dans les infrastructures
 - ❖ Découplage entre PIB & émissions de GES



2 Etablir un signal prix carbone

- ❖ Proposition pour la Cop21 : engagement sur une base volontaire d'un groupe de pays développés et émergents, indépendamment de l'accord de la CCNUCC
- ❖ Message politique commun et fort, avec une souplesse en termes de prix et de période



3

Mobiliser les banques publiques de développement et d'investissement : la voie à privilégier dans le cadre institutionnel actuel

Demander à chaque banque de développement de définir une feuille de route d'investissements compatibles avec le maintien sous les 2°C

- ❖ Spécifier comment la banque de développement envisage de contribuer à la limite 2°C : la croissance de la part verte de ses financements, ses modèles d'investissement, ses besoins en fonds...
- ❖ Un processus de suivi conjoint de ces feuilles de route par les banques de développement multilatérales, régionales et bilatérales, présenté au FMI et à la Banque mondiale

Utiliser de manière plus intensive au sein des banques de développement les outils à fort effet de levier

- ❖ Comme les garanties, la dette subordonnée voire le rehaussement de crédit

4

Faire évoluer les instruments de pilotage

-Mettre en place des méthodes pour intégrer le risque climat dans les stress-tests pour les banques et les compagnies d'assurance et mesurer l'empreinte carbone des portefeuilles des investisseurs institutionnels

- ❖ Par exemple, dans la continuité de la législation récemment adoptée par la France (Article 173 de la loi de la transition énergétique pour la croissance verte **)

- Intégrer le scénario 2°C dans les prévisions macroéconomiques des ministères des finances et des institutions internationales (Trésors, FMI, OCDE...).

Une révolution macroéconomique?

D'autres propositions à discuter

Politiques monétaires

La politique monétaire a un rôle à jouer dans l'allocation du capital pour la transition verte

- La Banque Populaire de Chine détient un mandat de la part du Gouvernement pour travailler sur le « verdissement du système financier »
- La Banque Centrale du Bangladesh : faible risque pour peser sur les prêts verts
- D'autres exemples dans les rapports de PNUE Inquiry (*Alignement du système sur le développement durable* (2014), *Le climat financier à venir* (2015))

Rôle des DTS

Les DTS peuvent contribuer à financer une économie décarbonée?

- En 2009 le FMI a été autorisé à créer 161 Mds DTS (250Mds €) pour gérer la crise
- Ces DTS n'engendrent aucun impact sur le déficit ou la dette publique du pays concerné
- Permettent de couvrir plus de risques de convertibilité pour financer plus de projets d'infrastructure
- Apportent des fonds additionnels aux banques de développement